

Objet : Règlement SUR et loi de restauration de la nature, nous voulons des objectifs ambitieux de réduction.

Madame la Première Ministre, Mesdames et Messieurs les ministres,

La révision de la réglementation pesticides est un moment législatif important dans le cadre de la “Stratégie de la Ferme à la Fourchette”. Suite à un [premier report en mars](#), la proposition de révision de la réglementation doit être publiée le **22 juin 2022**. [Afin d’alerter sur l’urgence de la situation 24 ONG européennes ont écrit à la Commission européenne](#)¹. Générations Futures soutient cette initiative et vous écrit ce jour pour peser de tout son poids dans le but d’obtenir des textes ambitieux en termes de protection de la santé et de la biodiversité. **Nous réaffirmons dans ces courriers la nécessité de la publication du paquet pesticide ambitieux à la date prévue**. Les différentes ONG rappellent [les attentes fortes liées](#) à ce texte :

- Fixer comme objectif clair la **transition vers des pratiques agroécologiques** et un avenir sans pesticides.
- Fixer des **objectifs de réduction d’utilisation et des risques réellement ambitieux et juridiquement contraignants**, tant au niveau de l’UE que des États membres, concernant les **pesticides de synthèse**.

Concernant l’objectif mesurable, il y a un sujet majeur dont il faudra tenir compte: le **choix de l’indicateur**. Dans son effort pour rendre l’objectif de moins 50% mesurable et contraignant, la Commission européenne a proposé l’indicateur de **risque harmonisé 1** (HRI 1) pour surveiller sa réalisation. Or cet indicateur actuellement en discussion est très problématique, c’est ce que démontre un [rapport](#) publié par nos collègues de Global 2000 Autriche et que [nous avons traduit](#).

Le rapport montre que le HRI 1 **discrimine le plus fortement les pesticides utilisés en agriculture biologique**. Mais même au sein des pesticides conventionnels, **il existe un biais systématique en faveur des plus toxiques**, dont la toxicité est systématiquement sous-estimée lorsque le HRI 1 est appliqué. C’est particulièrement vrai pour les insecticides hautement toxiques tels que les pyréthrinoïdes ou les pesticides de type néonicotinoïde, en raison d’une corrélation inverse entre la toxicité des substances actives pesticides et leurs taux d’application par hectare. En raison de la **sous-estimation systématique** des risques des pesticides de synthèse (tels que les neurotoxines du groupe chimique des néonicotinoïdes, des organophosphorés ou des pyréthrinoïdes) et en même temps de la **surestimation exorbitante des risques des substances actives utilisées en agriculture biologique** d’origine naturelle, l’application du **HRI 1 met en danger d’autres objectifs importants du Green Deal en plus** de l’objectif de réduction des pesticides de 50% : ceux

¹ Agroecology Europe, Beelife, Birdlife, ClientEarth, Corporate Europe Observatory, Euro Coop, European Agroforestry Federation (EURAF), European Coordination La Via Campesina (ECVC), European Environmental Bureau (EEB), European Federation of Trade Unions in the Food, Agriculture and Tourism (EFFAT), Fair Trade Advocacy Office (FTAO), Feedback Europe, Foodwatch, Friends of the Earth Europe, Greenpeace, Health and Environment Alliance (HEAL), IFOAM Organics Europe, Justice Pesticides, Oceana, PAN Europe, Seas at Risk, Slow Food, The Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), Urgenci International Network of Community Supported Agriculture

concernant l'inversion du déclin des pollinisateurs et l'extension de l'agriculture biologique à 25 % de la superficie agricole de l'UE.²

- Promouvoir l'application obligatoire et améliorer la définition de la **lutte intégrée contre les parasites** (IPM), de **l'agriculture biologique**, des **méthodes alternatives non chimiques** etc.
- Exiger que les plans stratégiques nationaux, rédigés par les États membres, soient examinés et approuvés par la Commission et un groupe composé d'experts **indépendants**.
- **Exclure l'incitation à l'agriculture de précision** et aux techniques d'ingénierie génétique.
- **Interdire l'utilisation de pratiques hautement nuisibles**, telles que la pulvérisation aérienne, l'enrobage des semences, l'utilisation de drones, l'utilisation de pesticides de synthèse dans les zones proches de populations.
- Garantir l'accès du public à des **statistiques adéquates sur les pesticides** afin de surveiller leur utilisation et de mesurer efficacement les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs contraignants.
- **Mesurer efficacement les progrès réalisés dans la réduction de l'usage** des pesticides grâce à un indicateur mesurant le nombre de traitements appliqués, sur le modèle du **NODU** français employé pour Ecophyto.
- S'assurer que le **budget de la Politique Agricole Commune** est utilisé pour conduire **vers une transition agricole**.

Malgré [l'appel de 10 pays pour une révision à la baisse des objectifs des textes lors du dernier conseil agriculture et pêche du lundi 13 juin](#), madame Stella Kyriakides maintient sa position : "Nous devons mettre fin à l'utilisation excessive des pesticides" a-t-elle déclaré. Rappelons nous que ce positionnement correspond aux demandes de la société civile, de [l'ICE déposée quelques mois plus tôt](#) mais aussi de [différents eurodéputés qui se sont encore exprimés récemment au parlement](#). Il est primordial de rappeler que les objectifs de réduction des pesticides sont actuellement fortement attaqués par les lobbies agroalimentaires³. La transition agricole ne doit pas attendre et des textes forts doivent être proposés dès maintenant pour pouvoir avancer vers une agriculture durable. **Seul ce modèle permettra de nourrir sainement les populations, de préserver leur santé, l'environnement et la biodiversité. Il y a urgence, et l'UE ne doit pas céder à la pression exercée par des intérêts économiques privés et court-termistes.**

Nous vous prions d'accepter nos sincères salutations,

Nadine Lauverjat, déléguée générale de Générations Futures

² Lire le rapport en [français](#) et en [anglais](#)

³ La guerre en Ukraine devient un instrument de leur stratégie [comme le rappellent un ensemble d'ONG](#) qui dénoncent les idées reçues sur la production et la souveraineté alimentaire liées au contexte ukrainien.